

## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS 17 février 2020

L'an deux mil vingt, le 17 février par arrêté du 05 février 2020, le Conseil d'administration du CIAS du Pays d'Uzerche s'est réuni Salle n° 5 site de la Papeterie à Uzerche, sous la présidence de M. Michel DUBECH – Président.

**Étaient présents :** M. Michel DUBECH, Mme Françoise CHATEGNIER, M. Bernard ROUX, M. Jean-Jacques CAFFY, M. Marcel DANDALEIX, M. Francis CHALARD, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Jean-Paul GRADOR, M. Jean-Paul COMBY, Mme Isabelle LAMBERT, M. Paul FREYSSINET, Mme Christine LAPORTE, Mme Anne-Marie TIXIER, Mme Josette ROULET, M. Claude PEGOURDIE

**Absents excusés :**

M. Michel PLAZANET, M. Gérard LAVAL, M. Michel LAUTRETTE, M. Jean Jacques DUMAS, M. Bernard FONTUBIER, Mme Véronique SAUBION, M. Bernard CHASSAGNE, Mme Colette MONTAUDON, Mme Frédérique REAL, M. Jean-Noël VILLENA

Secrétaire de séance : Marie FOURNY

M. le Président remercie les membres du conseil d'administration de leur présence à ce dernier conseil de la mandature. Il rappelle que le CIAS a été créé en 2017 notamment pour des raisons administratives. Monsieur le Président remercie également les membres du conseil pour leur investissement permettant ainsi le bon fonctionnement des services.

#### **APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DRESSE PAR M. NICOLAS DEBUIGNY, RECEVEUR**

Monsieur le Président rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Le Conseil d'administration, après s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2019, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

1. Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2. Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3. Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

• **DECLARE**, à l'unanimité (M. le Président ne prenant pas part au vote), que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2019 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

#### **AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2019**

Le Conseil d'administration :

Après avoir entendu ce jour, le compte administratif de l'exercice 2019 ;

Statuant sur l'affectation du résultat cumulé d'exploitation ;

Considérant les éléments suivants :

Pour mémoire	
Résultat de fonctionnement antérieur reporté (report à nouveau)	+ 181 692.35 €
Résultat d'investissement antérieur reporté (report à nouveau)	- 29 300.05 €
Solde d'exécution de la section d'investissement au 31/12/2019	
Solde d'exécution de l'exercice	+ 48 289.91 €
Solde d'exécution cumulé	+ 18 989.86 €
Restes à réaliser au 31/12/2019	
Dépenses d'investissement	34 978.82 €
Recettes d'Investissement	2 222.00 €
Solde	- 32 756.82 €
Besoin de financement de la section d'investissement au 31/12/2019	
Rappel du solde d'exécution cumulé	+ 18 989.86 € €
Rappel du solde des restes à réaliser	- 32 756.82 €
Besoin de financement total	- 13 766.96 €
Résultat de fonctionnement à affecter	
Résultat de l'exercice	3 387.84 € €
Résultat antérieur	181 692.35 €
Total à affecter	185 080.19 €

- **DECIDE**, à l'unanimité (M. Président ne prenant pas part au vote) d'affecter les résultats cumulés de la section d'exploitation comme suit :

**COMPTE RENDU**  
**Séance du conseil d'administration CIAS**  
**17 février 2020**

<b>DECIDE, affectation</b>	
Couverture du besoin de financement de la section d'investissement (crédit du compte 1068 sur le B.P. 2020)	13 766.96 €
Affectation complémentaire en « réserves » (crédit du compte 1068 sur le B.P. 2020)	0 €
Reste sur excédent de fonctionnement à reporter au B.P. 2020, ligne 002 (Report à nouveau créditeur)	171 313.23 €
<b>Total</b>	<b>185 080.19 €</b>

- **APPROUVE**, à l'unanimité, (M. le Président ne prenant pas part au vote) le compte administratif tel qu'il est présenté.

**SERVICE PRESTATAIRE D'AIDE MENAGERE : Approbation du bilan 2019**

Le Président présente au conseil le bilan du service prestataire de l'année 2019

Le service prestataire c'est :

Une équipe administrative composée de :

- 1 Directeur Général des Services à 13 %
- 1 Responsable Ressources Humaines à 41%
- 1 Comptable à 7 %
- 1 Coordinatrice à 100 %
- 1 agent en charge de l'évaluation et du suivi à 30%

de leur temps de travail affecté au CIAS du Pays d'Uzerche

Une équipe technique composée de :

39 agents sociaux dont 18 titulaires et 1 CDI

C'est aussi :

- **268 bénéficiaires** auprès desquels ont été réalisées **33 542 heures** d'aide à domicile
- **713 384.56 € de recettes** provenant principalement de la participation des bénéficiaires et des organismes financeurs.
- **708 669.92 € de dépenses** réparties sur 2 axes :
  - Frais de personnel (salaires et frais de déplacements)
  - Structure de base

Ce qui nous donne encore cette année **un résultat excédentaire de 4 714.64 €**

Le Conseil d'administration, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ADOpte** le bilan 2019 du service prestataire d'aide-ménagères, à savoir :

➤	<b>Recettes</b>	<b>713 384.56 €</b>
➤	<b>Dépenses</b>	<b>708 669.92 €</b>
➤	<b>Excédent :</b>	<b>4 714.64 €</b>

**REGIE MAINTIEN A DOMICILE – AIDES MENAGERES/PERSONNES AGEES**

Vu décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R 1617-1 à R1617-18 du code général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et de régies et recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu la délibération 2017.01.09 du 11 janvier 2017 portant création de ladite régie ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 17 février 2020 sur la modification de l'acte constitutif ;

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que dans le cadre de l'exercice de la compétence maintien à domicile la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche a mis en place une régie afin de percevoir les différents règlements.

Dans un souci de bonne gestion, de suivi des facturations et des encaissements la régie permettait de suivre les mouvements liés à l'ensemble des services liés au maintien à domicile (service prestataire et instance de coordination). Afin de répondre aux

## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS

17 février 2020

contraintes légales et notamment le paiement en ligne par les usagers (par carte bleue ou prélèvement unique), les éléments légaux attendus ont évolué (facturation, typage des factures, informations, paiement par voie dématérialisée...). Aussi, afin de répondre aux échéances à venir dans le respect de la législation, il convient de modifier l'arrêté constitutif de la régie afin que la régie maintien à domicile ne concerne que les prestations réalisées par le service prestataire.

Après lecture, par Monsieur le Président de l'arrêté constitutif modifié d'une régie maintien à domicile – Aides ménagères/Personnes Agées, le conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISE** la modification de l'acte constitutif de la régie maintien à domicile – Aides ménagères/Personnes Agées
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer l'arrêté constitutif modificatif de la régie maintien à domicile – Aides ménagères/Personnes Agées
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES - REGIE « INSTANCE DE COORDINATION (ICA) »**

22 ; Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article

Vu le décret 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R 1617-1 à R1617-18 du code général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et de régies et recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu la délibération 2017.01.09 du 11 janvier 2017 portant création de ladite régie ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 17 février 2020 sur la modification de l'acte constitutif ;

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que, dans le cadre de l'exercice de la compétence maintien à domicile, la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche a mis en place une régie afin de percevoir les différents règlements liés aux services maintien à domicile.

Compte tenu des évolutions législatives et d'accès à la dématérialisation pour le paiement des prestations notamment, le conseil a dû modifier la régie existante.

Aussi, afin de percevoir les règlements liés prestations réalisées par le service de l'Instance de Coordination de l'Autonomie (ICA) (adhésion, ateliers...), il est nécessaire d'instituer une régie de recettes.

Dans un souci de bonne gestion, de suivi des facturations et des encaissements, Monsieur le Président propose de créer dès le 1<sup>er</sup> mars 2020 une régie de recette dont les modalités seront explicitées dans l'arrêté constitutif joint à la délibération.

Monsieur le Président précise que Monsieur le Trésorier d'Uzerche a été consulté à cet égard et a donné un avis favorable (joint à la délibération).

Après lecture, par Monsieur le Président de l'arrêté constitutif d'une régie « Instance de Coordination de l'Autonomie (ICA) » pour la perception des règlements liés prestations réalisées par le service de l'Instance de Coordination de l'Autonomie (ICA) à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **AUTORISE** la création d'une régie « Instance de Coordination de l'Autonomie (ICA) » pour la perception des règlements liés prestations réalisées par le service de l'Instance de Coordination de l'Autonomie (ICA) à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer l'arrêté constitutif de création d'une régie « Instance de Coordination de l'Autonomie (ICA) »
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à nommer un régisseur titulaire, un régisseur intérimaire et des mandataires suppléants et à signer les documents liés à ses nominations
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes se rapportant à la création de ladite régie
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **TARIFS MULTI-ACCUEIL : RESSOURCES PLANCHER / RESSOURCES PLAFOND**

Monsieur le Président rappelle au Conseil d'administration que le tarif horaire pour les enfants fréquentant le multi accueil est calculé conformément aux indications de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales : ainsi, un taux d'effort est appliqué sur les ressources des familles, avec une modulation en fonction de la composition de la famille.

Monsieur le Président précise que par délibération 2019.12.07, le conseil d'administration avait été informé des nouvelles règles applicables en matière de plafond applicable et du calcul du taux d'effort à compter de septembre 2019.

A ce titre, le conseil avait décidé l'application d'un plafonnement des ressources pour la facturation du multi accueil en 2019 et l'évolution connue à ce jour jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2022, comme rappelé ci-dessous

Année d'application	plafond
2019 au 1 <sup>er</sup> septembre	5 300 €
2020 au 1 <sup>er</sup> janvier	5 600€
2021 au 1 <sup>er</sup> janvier	5 800 €
2022 au 1 <sup>er</sup> janvier	6 000 €

## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS

17 février 2020

Si les ressources plafond sont donc connues jusqu'en 2022, il rappelle que les ressources plancher seront communiquées annuellement.

Ainsi, pour l'année 2020 précise les ressources plancher et plafond comme suit :

Ressources plancher : 705.27 €

Ressources plafond : 5 600.00 €

Après délibération, le Conseil d'administration, à l'unanimité :

- **REAFFIRME** l'application d'un plafonnement des ressources pour la facturation du multi accueil en 2020.
- **FIXE** le plafond à 5 600.00 €.
- **PREND ACTE** du montant des ressources plancher pour l'année 2020 (705.27 Euros)

#### **SEJOURS ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT -ETE 2020**

Monsieur le Président, rappelle à l'assemblée que le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Uzerche exerce la compétence Enfance Jeunesse (de 10 semaines à 18 ans), et qu'à ce titre elle dispose notamment de deux structures « Accueil de Loisirs Sans Hébergement » l'une sur Uzerche et l'autre sur Vigéois.

Afin de développer l'offre des activités, il est proposé d'organiser différents séjours.

**Séjour 1** : un séjour **au lac du Causse du 21 au 24/07** pour les enfants à partir de 9 ans ayant le brevet de natation et test préalable à la pratique des activités nautiques.

A noter que le séjour pourra être proposé aux enfants âgés d'au moins 8 ans répondant aux exigences ci-dessus, si les effectifs sont insuffisants.

Monsieur le Président indique que le coût par enfant s'élève à 279.08 euros TTC.

Monsieur le Président propose la mise en place d'une participation familiale et présente plusieurs hypothèses. La participation familiale pourrait être d'un montant de :

(83.72 euros, soit 30%) (97.67 euros, soit 35%) (111.63 euros, soit 40%) (125.58 euros, soit 45%) (139.54 euros, soit 50%)

**Séjour 2** : un séjour au **camping de Lubersac du 15 au 17/07** pour 16 enfants âgés de 6 à 8 ans

Monsieur le Président indique que le coût par enfant s'élève à euros 163.47 TTC.

Monsieur le Président propose la mise en place d'une participation familiale et présente plusieurs hypothèses. La participation familiale pourrait être d'un montant de :

(49.04 euros, soit 30%) (57.21 euros, soit 35%) (65.38 euros, soit 40%) (73.56 euros, soit 45%) (81.73 euros, soit 50%)

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que les familles peuvent bénéficier de différentes aides (CAF, MSA, comités d'entreprises...) venant amoindrir le coût à la charge de la famille.

Monsieur le Président précise qu'à titre exceptionnel, un acompte pourra être versé aux prestataires avant la réalisation de l'activité afin de valider l'inscription, mais aussi que des pénalités peuvent être appliquées en cas de sous-effectif ou d'annulation des séjours.

Après délibération, le Conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la mise en place d'une participation familiale.
- **APPROUVE** la réalisation des séjours n° 1 et n°2.
- **FIXE** le montant des participations familiales à 50 %
  - Séjour n°1 : 139.54 Euros par enfant
  - Séjour n°2 : 81.73 Euros par enfant

#### **ICA : Transport à la carte par taxi**

Dans le cadre de l'Instance de Coordination pour l'Autonomie des Personnes Agées et Handicapées, un service de transport à la carte par taxi a été mis en place sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche.

Monsieur le Président rappelle que nous prenons en charge 50% du prix du transport pour 2 déplacements par mois sur le territoire de la Communauté de Communes. Pour assurer ce service une convention a été passée avec les taxis du territoire.

Monsieur le Président informe qu'une entreprise de taxi « A.C. Taxi », basée à Seilhac, a racheté la licence de taxi de M. Beaujoux à Uzerche. Il demande donc à pouvoir conventionner avec le service ICA pour transporter les adhérents au même titre que les taxis conventionnés.

Si le siège social est situé hors territoire communautaire, au regard du KBis fourni, l'entreprise « A.C.Taxi » dispose d'une autorisation de stationnement sur la commune d'Uzerche.

Le conseil d'administration, après délibération, à l'unanimité :

- **ACCEPTE** la demande de conventionnement faite par l'entreprise « A.C. Taxi », bien que située hors territoire mais disposant d'une autorisation de stationnement sur la commune d'Uzerche.

**COMPTE RENDU**  
**Séance du conseil d'administration CIAS**  
**17 février 2020**

- **AUTORISE** le Président à signer les conventions et tous documents nécessaires à la bonne exécution des présentes convention et délibération

**Atelier de prévention « LES SENS DES ARTS » de la Mutualité Française Nouvelle Aquitaine**

La Mutualité Française Nouvelle Aquitaine (MFNA) souhaite développer en Corrèze l'atelier « les sens des arts », déjà présent en Dordogne, au travers de l'appel à projet de la Conférence des financeurs cette année, et le proposer sur la commune d'Uzerche.

Une communication serait donc faite en ce sens sur le Pays d'Uzerche. Cette communication se ferait en premier lieu par le biais de l'ICA mais également en le proposant aux Résidents des logements adaptés et à toute personne du secteur de + de 60 ans.

Le projet « les Sens des arts » est constitué de 2 séances : **L'art d'y voir et l'art d'entendre.**

Ce sont des ateliers de 3h, gratuits pour les + de 60 ans (15 à 20 pers max).

Si le porteur du projet qui est réalisé en partenariat avec les professionnels de santé de la Mutualité Limousine et des artistes (opticien, photographe ...) reste la MFNA, celle-ci souhaite s'appuyer sur les organismes locaux comme les ICA et les communes pour la mise en place et la communication.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la mise en place de l'atelier « LES SENS DES ARTS » de la Mutualité Française Nouvelle Aquitaine sur le territoire de la communauté de communes ;
- **AUTORISE** M. le Président ou son représentant à promouvoir cette action sur le territoire
- **DEMANDE** à M. Le Président ou son représentant à transmettre les informations à l'ensemble des communes membres afin que celles-ci soient associées dans la démarche de communication.
- **AUTORISE** M. le Président à signer les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

**REGIE ENFANCE JEUNESSE**

Vu décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R 1617-1 à R1617-18 du code général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et de régies et recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu la délibération 2017.01.09 du 11 janvier 2017 portant création de ladite régie ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 17 février 2020 portant sur la modification de l'acte constitutif ;

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que dans le cadre de l'exercice de la compétence enfance et jeunesse, la communauté de Communes du Pays d'Uzerche a mis en place une régie afin de percevoir les différents règlements.

Afin de permettre la continuité de ce fonctionnement et dans un souci de bonne gestion, de suivi des facturations et des encaissements, Monsieur le Président propose d'élargir les moyens de paiements aux moyens modernes de paiement et notamment le paiement en ligne.

De plus, au regard des sommes reçues, il est nécessaire de modifier le montant de l'encaisse maximum détenu par le régisseur.

Après lecture, par Monsieur le Président de l'arrêté constitutif modifié d'une régie enfance jeunesse pour la perception des règlements des structures enfance-jeunesse.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISE** la modification de l'acte constitutif de la régie enfance jeunesse pour la perception des règlements des structures enfance jeunesse (multi accueil, ALSH) et l'élargissement des moyens de paiements ainsi que l'augmentation du montant maximum de l'encaisse.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer l'arrêté constitutif modificatif de la régie enfance jeunesse
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les actes se rapportant à la modification de la régie enfance jeunesse pour la perception des règlements des structures enfance jeunesse (multi accueil, ALSH) pour permettre la bonne exécution de la présente délibération.

Le secrétaire,

Marie FOURNY

Le Président,

Michel DUBECH